

Commission : Organisation Mondiale de la Santé

Question : Bioéthique, transhumanisme, vaccinations, vers un New Deal de la santé mondiale ?

Auteur : États-Unis d'Amérique

Les États-Unis d'Amérique, pays composé de cinquante états, situé sur une grande partie du territoire nord-américain, occupe la deuxième place parmi les principaux pays innovants dans le secteur médical avec un score total de 36 points. Il est peu probable qu'un autre pays détrône les États-Unis comme un des principaux pays leaders mondiaux de l'innovation médicale, puisque notre nation est à l'avant-garde de la science et de la technologie grâce à nos universités de recherche et à notre industrie biotechnologique réputée. Ainsi, nous considérons que la santé humaine est au cœur de nombreux débats politiques, scientifiques et philosophiques dans notre société actuelle, où l'innovation soulève rapidement des questions éthiques notamment dans le transhumanisme et les vaccinations.

En premier lieu, la Bioéthique aux États-Unis soulève un ensemble de dilemmes et de réponses réglementaires. La bioéthique désigne l'ensemble de recherches, discours, pratiques pour clarifier ou résoudre des questions à portée éthique suscitées par l'avancement et l'application des technosciences biomédicales. Aux États-Unis, elle a gagné en importance au XXe siècle, avec des enjeux cruciaux liés à l'euthanasie, la procréation médicalement assistée, le clonage et les manipulations génétiques.

D'une part, aux États-Unis, nous faisons la régulation de la bioéthique à travers des agences fédérales, des comités d'éthique et des groupes de réflexion. Ainsi, la *Food and Drug Administration* (FDA) joue un rôle central dans la régulation des nouvelles technologies médicales, tandis que les *National Institutes of Health* (NIH) mènent des recherches financées par le gouvernement en biotechnologie et médecine génétique. À titre d'exemple, le 8 décembre, la FDA des États-Unis a annoncé l'approbation d'un traitement contre la drépanocytose (SCD), le Casgevy (traitement combat l'anémie falciforme, qui touche environ 100 000 personnes aux États-Unis). C'est le premier traitement validé par la FDA à utiliser CRISPR/Cas9, un type de technologie d'édition du génome qui peut être utilisé pour couper l'ADN dans des zones spécifiques, permettant ainsi à l'ADN d'être modifié avec précision (supprimé, ajouté ou remplacé).

Quoique, notre pays fait toujours face à des débats complexes autour des technologies d'édition génétique, telles que la CRISPR-Cas9, et des manipulations sur les embryons humains. Si ces avancées offrent des possibilités thérapeutiques remarquables, elles posent des questions éthiques sur la conception des enfants et les risques de dérives eugéniques. Le principe d'autonomie individuelle est ici confronté aux risques potentiels pour les générations futures.

En second lieu, l'innovation médicale est reflétée dans le transhumanisme, courant de pensée qui vise l'amélioration des capacités intellectuelles, physiques et psychiques de l'être humain, qui prône l'usage de procédés scientifiques et techniques (manipulation génétique, nanotechnologies, intelligence artificielle, etc.). En somme, notre état montre un intérêt pour l'avancement de la biotechnologie et de l'innovation, ce qui peut croiser les idées transhumanistes, notamment en ce qui concerne la santé et la technologie. Cependant, les préoccupations éthiques, d'équité et de sécurité influencent toutes discussions liées au transhumanisme.

Parmi les technologies prônées par les transhumanistes figurent les interfaces cerveau-ordinateur, les implants bioniques, les prolongations de la vie par des moyens technologiques ou encore l'amélioration cognitive par l'intelligence artificielle. Les entreprises de la Silicon Valley, telles que Google ou NeuroLink (dirigée par Elon Musk) et d'autres, investissent dans ces domaines, espérant repousser les limites de la biologie humaine. (Or, cet investissement est alors majoritairement fait par des individus, l'état se trouve moins impliqué.).

Nous sommes à l'avant-garde de ce mouvement ; cependant, il existe également une opposition croissante à l'idée que l'humain puisse être "amélioré" technologiquement. Des débats internes soulignent le fait que ces technologies pourraient exacerber les inégalités sociales en créant une élite "améliorée" technologiquement et une majorité de la population qui ne pourrait pas accéder à ces innovations coûteuses.

En troisième lieu, la question des vaccinations est un sujet sensible aux États-Unis, surtout depuis l'apparition de controverses autour de leur efficacité et de leur sécurité. Si la vaccination a historiquement contribué à éradiquer des maladies comme la polio ou la variole, elle fait aujourd'hui face à un scepticisme croissant, exacerbé par la montée des mouvements antivaccins. Les vaccinations sont une politique de santé publique incontournable pour contrôler la propagation des maladies infectieuses. Aux États-Unis, les autorités sanitaires comme les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) insistent sur leur rôle fondamental dans la protection de la population. Pourtant, une part de la population s'oppose à la vaccination obligatoire, invoquant des préoccupations concernant la sécurité des vaccins et la liberté individuelle.

D'autant plus que la pandémie de COVID-19 a profondément transformé le débat sur les vaccinations aux États-Unis. Ainsi Joe Biden a lancé une campagne massive de vaccination, associée à la nécessité d'atteindre une immunité collective, ce qui a notamment déclenché un débat sur le rôle de l'État dans la santé publique et sur les limites de l'intervention gouvernementale dans les choix personnels de santé.

Notre pays peut alors proposer une vaccination obligatoire pour certaines maladies, tout en introduisant des mécanismes de recours pour ceux qui expriment des objections légitimes fondées sur des raisons médicales ou éthiques (tel que des tensions entre les droits individuels et le bien-être collectif).

Alors, ces innovations médicales nous dirigent vers un "New Deal" de la Santé Humaine, une Proposition de Réforme Globale. Les défis posés par la bioéthique, le transhumanisme et les vaccinations soulignent la nécessité pour les États-Unis de repenser leur politique de santé à l'ère moderne. Ce travail propose l'instauration d'un New Deal, il est alors nécessaire de réformer à niveau global la santé humaine, en répondant aux enjeux éthiques, sociaux et technologiques actuels.

Nous pouvons notamment nous intéresser à l'équité et l'accessibilité aux technologies médicales (y compris les innovations transhumanistes, pour éviter la création d'inégalités sociales fondées sur l'amélioration technologique). Aussi, à une stricte régulation éthique pour viser à protéger l'humanité et leurs droits. Mais encore, les États-Unis considèrent qu'il serait essentiel de promouvoir un dialogue public ouvert et une éducation approfondie sur les enjeux bioéthiques et transhumanistes, afin de permettre aux citoyens de prendre des décisions informées concernant leur santé et leur avenir.

Cependant, une épidémie aux États Unis a lieu du fait de la Diffusion accidentelle d'une bactérie obtenue par synthèse (à l'aide du CRISPR), qui se propage en Amérique Latine mais heureusement pas dans le reste du monde grâce à une variété de mesures prises contre sa propagation. Nous assurerons de façon primordiale notre protection en faisant face aux pénuries d'éléments chimiques nécessaires pour produire les médicaments, et en évitant de même de grandes vagues migratoires venant du Mexique.

Pour conclure, les États-Unis sont à un carrefour décisif en ce qui concerne la gestion des enjeux liés à la bioéthique, au transhumanisme et aux vaccinations. La mise en place d'un New Deal de la santé humaine offrirait une solution pragmatique et éthique aux défis de notre époque, tout en préservant les valeurs fondamentales de liberté et d'équité. Pour réussir, ce projet nécessite une mobilisation politique protectionniste, une régulation et un engagement de la société civile afin que les avancées technologiques en santé servent le bien commun sans compromettre les droits individuels.